



Montreuil, le 6 novembre 2017

Solidarité avec le Honduras

Le Honduras : un des pays les plus pauvres d'Amérique latine, dans le peloton de tête mondial en matière de mortalité infantile, analphabétisme, féminicides, violences en tous genre, corruption... Mais aussi, et ce n'est sans doute pas une coïncidence, base arrière des Etats-Unis pour l'Amérique centrale et les Caraïbes.

En 2009, alors que l'on croyait ces temps révolus, un coup d'état militaire a renversé le président de la République démocratiquement élu. Son crime ? Oser chercher à sortir son pays de cette situation.

Aussitôt, la répression s'est mise en marche : assassinats par centaines de syndicalistes, militant.e.s progressistes, écologistes, journalistes, avocat.e.s, paysan.ne.s... On se souvient sans doute du nom de Berta Caceres, ou encore de celui de sa camarade Lesbia Janeth Urquia...

Fin novembre, les élections présidentielles sont mises en place dans une situation d'entrée de jeu contestable.

Néanmoins, entre le dimanche 26 et le lundi 27 novembre, Salvador Nasralla, candidat de l'Alliance contre la dictature est donné largement vainqueur, avec 5 points d'avance.

Dès lors, comme par hasard, le système informatique connaît des pannes à répétition durant 5 jours et les anomalies s'enchaînent, aboutissant à un renversement de situation : le président sortant et candidat anticonstitutionnel de l'ultra-droite putschiste et corrompu ("JOH") compense son retard et passe devant Nasralla.

Face à la colère populaire, l'état de siège est instauré.

Les manifestations pacifistes se succèdent, bravant même le couvre-feu.

Mais la répression est terrible : des grenades lacrymogènes sont lancées jusque dans les maisons, et la police armée tire à balles réelles.

Parmi les mort.e.s, des enfants et adolescent.e.s. Des blessé.e.s par centaines.

La Fédération CGT des Sociétés d'Etudes tient à exprimer toute sa solidarité avec les travailleurs et travailleuses du Honduras, avec sa jeunesse en lutte, mais aussi son indignation face au silence des grands media.

Elle appelle l'Union Européenne et les autres organismes internationaux à exiger le respect des choix démocratiquement exprimés par le peuple hondurien : pour en finir avec une oligarchie corrompue, pour la justice sociale.

Fédération des Sociétés d'Etudes